ASYMÉTRIE

/// BULLETIN D'UN RÉSEAU DE L'ANTIMONDE ///

#2

JUILLET 2006







SOMMAIRE



MORCEAUX CHOISIS

•

Rien ne mérite d'être recommencé. Le problème n'est pas de reformer une civilisation sur les ruines de la nôtre, mais d'empêcher que l'homme soit lui-même la négation de ses promesses.
S'il faut rêver pour vouloir, il ne faut plus que les rêveurs se réveillent en cage. Nul ne sait ce que seront les hommes d'après l'apocalypse. Puissent-ils ignorer le ridicule de nos hiérarchies et la tristesse de nos frontières. Immunisés contre les entreprises rythmées par le roulement des tambours, ce seront vraiment les descendants du néant.

•

Je me suis donné un programme, dit Dostoïevski : devenir fou. La mue du pu, c'est le monde.

•

La légende de la révolte, où la logique de la subversion n'est plus que la rhétorique des geôliers, fournit des titres de noblesse aux rafles humaines, aux assassinats de classes, aux bagnes urbains, aux coups de filets du petit matin, aux formes toujours renouvelées d'inoculation de la servitude.
Il faut se séparer de ce qui est usurpé de la sorte, du langage, qui, pour avoir été celui des hommes libres sert aujourd'hui de caution à l'eugénisme social et aux plus noires opérations de tannage de l'être humain.

•

De la dérive complète peut naître quelque chose d'inconnu. Hypothèse saugrenue, mais à laquelle on a d'autant plus le droit de tout sacrifier.
La parole est une plaie dont on ne peut se défendre que par un grand silence noir, un toussotement signifiant ou la falsification forcenée de tout ce qui est contenu verbal, prétention à la signification.
L'action est décourageante dans la mesure où elle est elle aussi un langage.
Entre les donneurs de sang et les bourreaux, entre Gandhi et Goebbels, le monde de l'ennui abat ses cartes.

•

Les hommes ne se créent des lois qu'à partir du moment où ils ont déjà trouvé les moyens de s'y soustraire. On n'est jamais pauvre de n'avoir pas de loi.

GEORGES HENEIN, *L'ESPRIT FRAPPEUR.*

•

L'homme, avant d'atteindre le renoncement, parcourt toujours ces trois étapes : l'acceptation stupide, d'abord, de toutes le règles, de toutes les conventions, qui lui procure le repos ; puis la révolte sous toutes ses formes, lutte contre la société, misanthropie, fuite au désert, pyrrhonisme ; et enfin la résignation, qui ne cesse de supposer constant un pouvoir de révolte.

Le renoncement est une destruction incessante de toutes les carapaces dont cherche à se vêtir l'individu ; lorsque l'homme, las de ce labeur plus dur que celui de la révolte, s'endort dans une paix facile, cette carapace s'épaissit, et seule la violence pourra la détruire.

Rejeter sans cesse toutes les béquilles des espoirs, briser toutes les stables créations des serments, tourmenter sans cesse chacun de ses désirs et n'être jamais assuré de la victoire, tel est le renoncement.

Il faut faire le désespoir des hommes, pour qu'ils jettent l'humanité dans le vaste tombeau de la nature, et qu'en laissant l'être humain à ses lois propres, ils en sortent.

DAUMAL, GILBERT-LECOMTE, *LE GRAND JEU.*

•

L'armée des 400 000 enseigne l'attitude du couteau : couper ce qui est incomplet et dire : «maintenant c'est complet, car cela s'achève ici.»

EXTRAIT DU CODEX DE L'ARMÉE DES 400 000

•

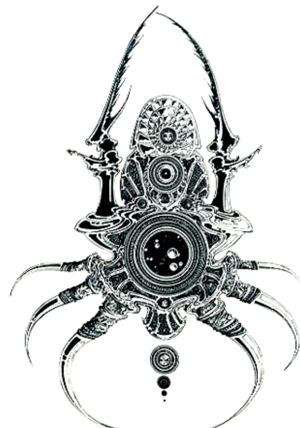
"Je ne connaîtrais pas la peur, car la peur tue l'esprit. La peur est la petite mort qui conduit à l'oblitération totale. J'affronterai ma peur. Je lui permettrai de passer sur moi, au travers de moi. Et lorsqu'elle sera passée, je tournerai mon œil intérieur sur son chemin. Et là où elle sera passée, il n'y aura plus rien. Rien que moi."

LITANIE CONTRE LA PEUR

•

Ici gît un dieu foudroyé. Sa chute fût formidable. Nous n'avons fait que construire son piédestal. Il était étroit et très haut.

ÉPIGRAMME TLEILAXU





ELLE EST RANCE TA FRANCE !!!

En France, le système démocratique actuel est le fruit de deux siècles d'histoire tumultueuse. Cette Histoire qu'on nous apprend à l'école républicaine, faite d'histoires de révoltes et de morts violentes, histoire d'enfoncer le clou de nos défaites, à moins qu'il ne s'agisse tout simplement de court-circuiter des incitations à une analyse en profondeur que pourraient entraîner la connaissance de la subversion transhistorique ; de Khayyam à Durruti en passant par les frères du Libre Esprit, Spinoza, Sade, Lacenaire, Jacob, Makhno, et bien d'autres protagonistes directs des enjeux fondamentaux que sont la liberté et la violence. Eros et Thanatos.La contre-révolution bourgeoise ; qui atteignit son apogée dans la terreur de 1793 (usage idéologique et systémique de la violence par l'État), nous a légué son système empoisonné, taillé sur mesure pour une caste de marchands, l'économie de marché religion du Capital, et son habillage idéologique totalitaire : universalisme, droit-d'l'hommisme, indifférenciation de toutes et tous, souverainisme de l'individu, le citoyen, société civile, liberté-égalité-fraternité, un véritable patchwork d'idéaux de gauche pour masquer la prise du Pouvoir par des oligarchies, systèmes claniques se servant du jacobinisme bureaucratique et centralisateur pour satisfaire leurs propres intérêts, la démocratie parlementaire justifiant leur rôle d'élus. Le droit de vote est la caution, la légitimité donnée par le peuple (ou plus exactement une minorité majoritaire) aux racketteurs patentés.Mais, ce peuple, est-ce autre chose que l'ensemble des exploités qui acceptent leur dépossession et renforcent leur soumission en participant à des règles de jeu truquées ?

Oui, ce peuple, n'est-ce pas aussi cet ensemble fantomatique d'individualités rendues muettes, les gens, la France d'en bas, les banlieues, les autres, les sans… bref tous ceux qui n'ont plus de voix, pas plus au chapitre que dans les urnes ? Des spécialistes, quelle que soit leur spécialité ou leur chapelle, ces garants du compromis historique entre des révolutionnaires usurpateurs et la dynamique capitaliste, sont là pour nous expliquer ce que nous pensons et ce que nous devons penser, ce que nous devons faire et ce que nous sommes. Ils nous laissent bien peu d'espace pour vivre, et encore moins la possibilité d'utiliser le peu d'espaces laissés vacants, aux marges de la société, ou en dehors d'un

processus économique monétarisé. D'autant plus que nous assistons à une massification de la marge, où l'exclusion du sujet économique correspond également et doublement à une élimination du sujet social. L'acculturation et la paupérisation endémique de la population pousse chacun à un isolement quasi carcéral dans la société, chacun se retranchant dans cette atomisation, une forme sociale individualisée de la folie. Il suffit de voir comment cette société du Droit pose l'indifférence en norme : de plus en plus d'individus campent, ou agonisent, sur une bouche d'égout (de dégoût…), un quai de métro, un porche d'immeuble, et le passant, qui lui n'a pas encore chuté, continue son trajet comme si de rien n'était ; la culture rendue commune est bien celle de la barbarie devenue légale ! Tout un arsenal, humain, juridique, technique, avec des flics, des juges, des armes et des prisons, est en place pour que quelques puissances oligarchiques, sous couvert de représentativité du peuple puissent conserver le monopole exclusif de la violence, et cela au nom de l'État, donc de ce peuple qu'il est censé représenter et mettre à l'abri de la violence de l'homme par l'homme, ce loup que serait chacun pour autrui… « Tu travailles, tu consommes, tu vies pour nous (l'État, les oligarchies, les castes dominantes…). En contrepartie, nous te protégeons. » Contrat social.

Mais contrat de dupes. Car il n'est pas dit dedans que moins ils ont besoin de masses laborieuses, plus celles-ci se trouvent éjectées de ce contrat ; d'autant plus en période de crise grave du compromis, où le déclin de l'état social entraîne une restructuration en profondeur, idéologique et systémique du Capital. Ne travaillant plus ou pas assez, ils ne peuvent plus consommer, ils ne sont dès lors plus protégeables. Et s'ils ne sont plus protégés, ils représentent un surnombre au potentiel dangereux pour leurs anciens maîtres, qui devront utiliser l'État et son monopole exclusif de la violence pour les éliminer. À cet État social a succédé un État pénal qui utilise le bâton aveugle de la Loi pour gérer la précarisation et le surplus de main d'œuvre. « Entre 1978 et 1998 les peines de 5 ans ont augmenté de 1020%, les peines de 10 ans de 230% et les perpets de 100%. ». Lorsque le Nord industriel ferme ses usines, ils construisent des prisons modernes de haute sécurité et proposent aux ouvriers licenciés de devenir matons (voir Métaleurop). Jeune chômeur voyou en zonzon, ton pote ou ton père sera ton maton !!!

Revenons rapidement sur cette idée de « monopole exclusif de la violence ». N'allez pas croire que par angélisme pro-lumpenprolétariat, nous éluderions ou occulterions la violence en tant qu'expression du négatif, modalité aliénée d'anti-communication en usage chez l'humain ; nous ne chercherons pas à savoir ici si la violence est plus importante ou moins aujourd'hui qu'il y a tant d'années ou tant de siècles, ce qui importe est de



constater que l'État, sous couvert de protection de ses sujets, utilise la violence, au nom des lois faites pour l'intérêt général et dans le respect des droits de l'homme, pour détruire toute possibilité de se révolter contre des situations sociales, humaines, économiques, et autres, devenues inacceptables. Nous n'irons pas nous perdre dans un débat moral sur violence et légitimité. Quelle autre justification que celle du retournement de situation, l'opprimé usant de violence pour se libérer ? Quel que soit le sens, ou l'absence de sens, qu'il donne à cette liberté…

Lorsqu'une partie de la jeunesse se révolte contre une situation inextricable de misère et d'exploitation, les censeurs-idéologues patentés y voient soit de la barbarie, de la sauvagerie, soit une légitimation de leurs désiderata réformistes, que cette population leur serve à conquérir le Pouvoir, ensuite il sera bien temps d'en intégrer une infime force pour en faire des kapos, et de laisser tous les autres continuer à crever comme des chiens dans une dynamique de violences inter-miséreux.

Parlons de ces réformistes qui rassemblent une des parts les plus importantes du citoyennisme progressiste. Cette frange du capitalisme moderne, libertaire-libéral (lib-lib pour les intimes), égalitariste et citoyenniste, opposée au capitalisme à la papa, réactionnaire et nationaliste, cette frange dans laquelle certains éminents ténors de sa droiture jacobine, technocrates qui, avec la disparition du secteur industriel d'état, se reconvertissent dans les grands groupes trans-nationaux, un exemple récent : G. Schröder nommé à la tête d'un projet d'oléoduc de l'oligarchie poutinienne ; prouve là plus qu'ailleurs que l'état social disloqué

laisse la place à ces clans réduits qui dirigent les pays les plus riches, avec le bon vieux fonctionnement dynastique et l'inusable principe « Prend le fric et tire-toi ! ».

Et alors, dans un même élan, schizophrène, hypocrite, cynique, ou les trois à la fois, les adeptes de l'humanisation du capital, d'une novlangue intégrée, encensent les mensonges éhontés de l'universalisme démocratique, et votent des batteries de lois, anti-terroristes, anti-jeunes, anti-pauvres, toutes ces lois qui consacrent l'entrée, définitive, dans l'état d'exception. Une bonne partie de ces lois furent mises en place et votées par les sociaux-démocrates au pouvoir dans plusieurs pays européens dans les vingt dernières années, entre 1980 et 2000 (les travaillistes en Angleterre, le SPD et les Grunën en Allemagne, le PSOE en Espagne, le PS-PC-Verts en France) ; lorsqu'ils ont interdit la peine de mort, mesure spectaculaire de la béatification humaniste, c'était pour mettre en place des peines incompressibles dans des prisons mouroirs !

Tandis qu'aux États-Unis on débat pour savoir s'il faut légaliser la torture et qu'en France on sort de l'état d'urgence pour revenir au niveau rouge de Vigipirate, les crétins osent encore parler de libertés fondamentales et de droits de l'individu. De fait, c'est le parfait progressisme, dont on peut toujours repousser plus loin « les frontières », même s'il ne s'agit que de rafraîchir le vieux programme de modernisation sociale du Capital.« On ne songe même pas à dissimuler qu'à cet aménagement on a déjà fixé un objectif permanent : repousser toujours plus loin les seuils d'acceptabilité sociale comme le dit très scientifiquement la novlangue lorsqu'elle veut parler d'approfondir la soumission. » *R. RIESEL*

Et c'est le citoyennisme, de par ses propensions à parler dans le vide, à tenter dans sa désaffection même l'humanisation du spectral visage molochien, ivre de sacrifices, du capital, qui agit comme repoussoir idéologique de l'innommable (la Shoah, les régimes dits totalitaires, l'esclavage…), définissant lui-même les seuils d'acceptation de l'horreur (seuil de tolérance, tolérance zéro…), ce qui lui permet de masquer la réalité quotidienne de l'insupportable, et de pérenniser la folie dominante d'un rationalisme scientiste, dans le but, l'unique but avoué, du Progrès, bien-être social, le même pour Tous !, Progrès jamais atteint mais religieusement consommé. « La victime devient muette. Il n'y a plus rien à dire. »



Et c'est sa base militante, voire sociale, qui représente également cette classe de l'encadrement (profs, A.S., syndicalistes, conseillers ANPE, etc.) dont le rôle principal consiste, depuis le début, à aider la classe capitaliste « à représenter son intérêt comme l'intérêt commun de tous les membres de la société (…) à donner à ses pensées la forme de l'universalité, à les représenter comme les seuls raisonnables, les seules universellement valables. »

KARL MARX

Phénomène propre à la classe moyenne et à la petite bourgeoisie, qui, ne parvenant pas à développer une conscience de classe, nie la lutte de classe pour tout ramener à un en dehors universel.

Pour paraphraser Walter Benjamin, nous pouvons dire que le capital est la religion qui œcuménise toutes les religions ; et la démocratie citoyenniste le système politique qui permet toutes sortes de ritualisations, toutes liturgies étant bonnes à prendre au nom de la liberté libérale ; il œcuménise n'importe quelle perversion rhétorique, réussissant la gageure d'intégrer les marges aphones dans son délire jusqu'au boutiste, les incluant dans des normes aseptisées, la désintégration de leur identité pour leur faire intégrer une identité extérieure à eux. Et quelle identité ? Celle du citoyen pour lequel l'idéal politique serait cette démocratie-liturgie du système capitaliste, d'une économie de marché, une économie de survie, un marché de la survie… Et où chacun se verrait investi d'un rôle de missionnaire, incitatif avec sa propagande pour la survie de l'homo-charlatanus (le commerce équitable, éthiquable, et autres sornettes humanistes, les alternatives énergétiques, agricoles, sociales,

l'écologiquement correct…), et participatif dans la célébration de la grande messe consumatrice. Identité de missionnaire de la vérité d'un système tout à la fois figé et extensible ; figé parce que nourrissant des fictions, sa seule réalité étant de produire, reproduire, faire du fric, de la plus-value, par tous les moyens et vite !; extensible car, vérité partout et pour tous au sein de la dynamique figée, vérité.com, vérité en intraveineuse, vérité sur le divan, vérité atomique, vérité de l'atomisé…

« Le vrai et le faux sont, désormais, en état de symbiose permanente. Leur communauté semble le gage d'un langage commun. Solidaires et concomitants, la vérité et l'erreur forment un couple mystifiant qui autorise toutes les aventures. Seule l'équivoque est absolue. La vérité est un signe conventionnel qui peut se poser sur n'importe quoi. »
G. HENEIN

La vérité de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, dévoilerait la religion du capital, par l'intégration du religieux dans le profane, du séculaire dans l'éphémère, de l'authentique dans la copie (et non pas l'inverse comme certains esthètes voudraient essayer de croire ! Faussaires de la vie, la vraie…), au frontispice de l'exploitation le triptyque du sacré, la lumière qui en émane étant celle de la starisation du « make it ! », spectacle de la production de tout et n'importe quoi, surtout de l'utilitaire inutile, soi-même étant devenu cet objet régurgitable, jetable… Chacun et chacune, ont aujourd'hui le droit de se vendre aussi bien pour ses organes que pour ses orgasmes, peuvent faire du fric au nom de la protection de la couche d'ozone tout en continuant à participer à sa destruction, ou encore arborer Che Guevara sur son tee-shirt en vivant dans des palaces ; vu que chacun et chacune se doit d'être représentatif d'un rôle adéquat au fonctionnement d'un système destructeur, de pillage de la planète et de dévalorisation de l'humain, pour que l'individualisme soit payant il faut un idéal commun pouvant continuer à créditer la légitimité des oligarques au pouvoir. Cet idéal est relayé par ceux qui se sentent concernés par le maintien de ce système, qu'ils croient à son humanisation ou pas, ils ont quelque chose à perdre.



Mais plus encore que les citoyens, ce sont les spécialistes en tout et les journaleux qui sont au cœur du dispositif : ils le gèrent à l'amont et à l'aval, distribuant les cartes, désignant les coupables. Et jouent même avec le feu : l'atomisation totale dans laquelle vit une partie de la population, la rend tellement réceptive au discours sécuritaire et à la peur-terreur diffuse, qu'elle se fascise à grande vitesse (le « envoyez les paras » pendant les émeutes de novembre !). Tout ce beau monde pensait avoir définitivement pacifié la société, cantonnant les luttes dans la protestation et l'indignation sous l'égide du consensus aclassiste. Mais le retour de la violence et de l'action directe indiquent que l'offensive sécuritaire a en partie échouée, s'ils arrivent encore à citoyenniser les esprits, la pétrification n'opère pas entièrement. Il suffit de voir la radicalisation des luttes qui, même si elles restent corporatistes, n'en révèlent pas moins un état des lieux catastrophiques pour les comptenteurs de la paix sociale. Ne serait-ce que sur ces trois dernières années :des dockers de différentes nationalités qui attaquent le Parlement européen à Strasbourg ; des employés de la SNCM qui détournent un ferry ; des agents d'EDF qui font des actions coup de poing style coupure d'électricité à l'Élysée ou rétablissement chez des particuliers ; d'autres agents, de la Poste cette fois qui séquestrent des dirigeants de leur boîte ; des lycéens qui font des occupations sauvages hors syndicats ; sans parler des ouvriers licenciés de l'industrie lourde qui n'hésitent plus à faire pression avec les potentiels nuisibles qu'ils ont sous la main… Le dernier en date ne découle même pas directement d'une lutte mais plus d'un constat de paupérisation et de flicage exponentiels : les incendies d'une demi-douzaine d'ANPE en France viennent heureusement nous démontrer que ceux de novembre n'ont pas fini de brûler !

Les métropoles ne sont pas seulement le cœur du capital mais aussi son



porte-drapeau, qu'une guerre civile généralisée s'y déclare et tout fout le camp mondialement (l'écho qu'ont eu les émeutes de cet automne dans le monde est là pour nous le rappeler).
Or, ne pas se reconnaître dans cette « authentique » communauté citoyenne de la démocratie capitaliste revient à reconnaître que, si communauté humaine il peut exister, elle ne peut s'inscrire, réellement, authentiquement, et essentiellement que dans des communautés d'amitiés. Seule cette reconnaissance de l'amitié, comme mode de fonctionnement, et comme ferment essentiel de la construction de nos existences serait à même de proposer une sortie effective de ce vieux monde, posant d'un côté la destruction de tout ce qui organise n'importe quel système : oligarchique, capitaliste, fasciste, altermondialiste, religieux, etc. et d'un autre dépassant la morale dualiste du bien et du mal, lui préférant l'expression/réalisation des énergies vivantes, qu'on peut considérer comme une cosmogonie, un potlatch, le chaos, du sexe, du meurtre, du plaisir, de la violence, du rire, de l'érotisme, la découverte, des êtres qui se rencontrent et se pénètrent sans se présenter tout en se pré-sentant…
Les émeutiers de novembre 2005 en France l'ont certainement bien compris, du moins intuitivement, vu l'usage mesuré de la violence qu'ils ont eu, que seule la destruction était à même de faire bouger un monde figé dans lequel ils ont un rôle peu enviable : lumpen, immigrés, surnombre, résidus… ; leur faiblesse, pour certains, et cet usage modéré ou à mauvais escient de la violence tendrait à le prouver, serait de continuer à envisager une part du butin dans un monde foutu ! Leur force pourrait devenir la nôtre, être toujours plus nombreux à détruire jusqu'à la *tabula rasa* cette communauté citoyenne de l'exploitation éthiquable et de la négation mondialisée.
Ni patries, ni religions, ni comptes en banque, le don du sang au nom de… est le fond de commerce d'une Raison manipulée, au nom de… quoi, déjà ?... je ne sais plus… confusion… « Toutes les Bibles ou saintes écritures ont été la cause des Erreurs suivantes :
1. Que l'Homme a deux principes d'existence, à savoir : un Corps et une Âme.
2. Que l'Énergie, nommée le Mal, n'émane que du Corps, et que la Raison, nommée le Bien, n'émane que de l'Âme.
3. Que Dieu tourmentera l'Homme de toute Éternité pour avoir suivi ses propres Énergies.
Mais c'est le Contraire de ces affirmations qui est Vrai :
1. L'Homme n'a pas un Corps différent de son Âme. Ce qu'on nomme Corps est une partie de l'Âme que perçoivent les cinq Sens, principaux accès de l'Âme en cette époque.
2. L'Énergie est la seule vie, et elle vient du Corps. La Raison n'est que la limite et circonférence extérieure de l'Énergie.
3. L'Énergie est Délice Éternel.
Ceux qui contraignent leur désir le font parce que leur désir est assez faible pour être contraint, et ce qui contraint, ou raison, usurpe la place du désir et gouverne son aboulie. Et ainsi contraint, le désir peu à peu, devient passif, jusqu'à n'être plus que l'ombre du désir. »

WILLIAM BLAKE

Alors ?...
Au vote citoyen ?! La corde autour du cou
Ou… La destruction et on verra, après coup… pour coup, la voilà la revanche, l'Anti-France
Anti-Monde précèdera, suivra, défera, Anti-Monde Déferlera !!!

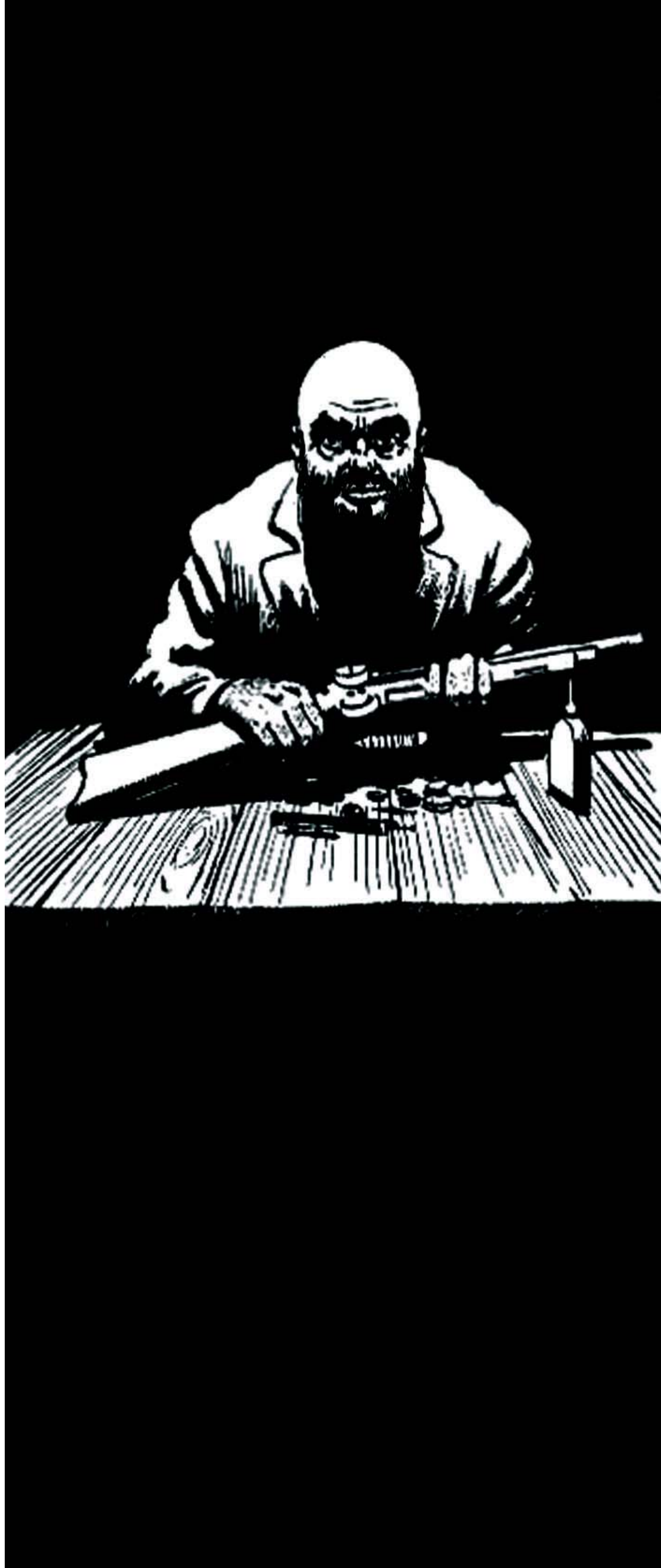


LA PERIODE D'ÉSSAI DE 2 ANS
ÇA PASSE ?

LES EXPULSIONS
- ÇA PASSE
LES LOIS ANTI-TERRORISTES
- ÇA PASSE
LA NOUVELLE ORLÉANS
- ÇA PASSE
TOUJOURS PLUS DE PEINES,
TOUJOURS PLUS DE PRISON
- ÇA PASSE
LES INCENDIES
- ÇA PASSE
LE RMA
- ÇA PASSE
LA VACHE FOLLE
- ÇA PASSE
LES CHARTERS DE DEPORTES
- ÇA PASSE
LA DÉLATION CITOYENNE
- ÇA PASSE
LES OGM
- ÇA PASSE
LES RÉFORMES RETRAITES & SÉCU
- ÇA PASSE
LA TAXE TOBBIN
- ÇA PASSE
LE NUCLÉAIRE
- ÇA PASSE
LES CAMÉRAS
- ÇA PASSE
L'APOLOGIE DE L'ÉTAT
- ÇA PASSE
LES IMMEUBLES DE BUREAUX VIDES
- ÇA PASSE
LA RÉOUVERTURE DES MAISONS DE
CORRECTIONS
- ÇA PASSE
LA BIOMÉTRIE
- ÇA PASSE
LES RAFLES
- ÇA PASSE
LA DESTRUCTION DES VILLES
- ÇA PASSE
LA CATASTROPHE
- ÇA PASSE
LA GRIPPE AVIAIRE
- ÇA PASSERA
ET LA MUTINERIE,
ÇA PASSE PAS ?

JUSQU'À CE QUE QU'ON TRÉPASSE ?

Comité contre la dilatation sociale



LES BANLIEUES DU MONDE, C'EST DANGEREUX ! T'AS RAISON D'TE CHIER D'SSUS !

RACISME SANS RACES, PARADIGME ANTHROPOLOGIQUE ET ANTI-HUMANISME.
Petit tableau des fabrications institutionnelles et subjectives du racisme et de l'aclassisme.

En résonance directe avec les émeutes de Watts en 1965, les émeutes de novembre, comme certaines manifestations de l'hiver, si elles ont pu dépasser, dans l'action directe et les échanges de circonstance, la pesanteur et l'omniprésence de la question raciale, des effets du racisme, des dispositifs racialistes, elles n'ont pu toutefois s'en libérer ou les balayer complètement.

Aux carrefours des luttes contre les prisons et de celles de soutien aux sans-papiers et aux clandestins, dans notre situation historique même, de combat, ce que nous voulons ici montrer à ceux qui dénient la question raciale, comme d'autres la question religieuse ou celle migratoire, pour ne se fixer que sur l'oppression du travail et de la police, c'est la permanence et la vitalité de la ségrégation économique et ethnique, la réalité occidentale et bien française de la stigmatisation de l'étranger, de l'immigré, du métisse, de la racaille, du bicot, du gris, du noir ou de l'esclave...

Les arrestations, les expulsions, les rétentions, sont toujours plus nombreuses, au faciès comme sur mandat, dans les banlieues et les zones grises. La réalité de cette ségrégation tient avant tout du pouvoir de métamorphoses et de rétraction du capital, et seule une critique internationaliste à partir des luttes locales et paniques peut la démasquer toujours et la détruire sans fin et sans vergogne dans ce monde de fichiers, de frontières et de drapeaux.

Cette réalité est notre actualité. Tous les jours. Et y compris au fin fond de telle campagne ou montagne. Au-delà de la faillite coloniale et de l'antifascisme " humanitaire"(de SOS Racisme à la CNT), de singulières positions, comme autant de problèmes, se posent en situation derrière la pratique du lynchage, la question de la vengeance des pères, du racisme anti-blanc (du délirant Mugabé au délirant Dieudonné M'Bala) mais aussi dans le protocapitalisme à la Booba ou le révolutionnarisme limitant et trotskyste du veautant Joey Starr.

Pourtant nous en savons et en subissons déjà beaucoup trop. Et nous ne cesserons de harceler pour les détruire les mécanismes et les instruments (humains et non-humains) des pouvoirs d'oppression et de répression capitaliste et démocrate-radical, la persistance des hiérarchies et l'essor ou la tendance à l'individualisation systématique.

Dans la plupart des sociétés contemporaines, le racisme fait l'objet d'une interdiction et donc de dispositifs d'insertion et de répression (depuis les deux déclarations de l'Unescroc, 1950 et 1951), ce qui implique des conséquences juridiques et donc pratiques.

Aux États-Unis, en France, en Afrique du Sud, au Moyen-Orient (Oman, Bahrein, Qatar, Koweit), en Inde et en Chine, entre Japonais et Coréens, partout la décomposition du politique, les rétractions du capitalisme s'avèrent inextricablement liées aux questions raciales, migratoires et religieuses, autant qu'à celles militaires, économiques et culturelles. Et ce par-delà l'avènement de religions séculières et les pronostics sur la mort de dieu, la fin de l'homme ou de l'histoire.

Si aujourd'hui la situation n'est pas franchement originale, elle recèle une réalité à coup sur inouïe : dans le capitalisme comme religion, c'est bien le passage d'un ordre politique (celui de la Renaissance, puis de l'Ordre classique jusqu'en 1789) à un ordre symbolique, cultuel(celui de l'Humanisme absolu de la Finitude), sans théologie ni dogme, sans ordinaire, qui opère, ne cessant de sanctuariser les pays les plus riches.

Le renversement effectué dans les années 80 par le management et le citoyennisme (comme mode démocrate de développement et d'adaptation au capital) a réussi à poser , comme corollaire à l'exploitation et à la répression, l'acceptation de la corruption des pouvoirs, de leur complicité bourgeoise héréditaire, et de leur domination exclusive sur le vieux modèles de la féodalité en politique (où, à l'instar de la France et de la Russie, intelligentsia et nomenklatura se réunissent oligarchiquement).

La réalité, d'autant plus dans le cas des racismes, n'existe aussi longtemps qu'elle n'a pas été doublée par des modèles. Tous les événements et toutes les opinions sont doublées dans la réalité démocratique par des sondages, des mots d'ordre, d'information et de contre-information. Le savoir y est aussi barbare que l'ignorance.

Le juridique, le pénitentiaire et le clinique sont les aiguillons de l'État pénal (20 239 détentions préventives sur 60 000).Les dispositifs racialistes

(de ségrégation - limites - quotas - quantités - ordres - mesures et d'assistance-contrôle) s'intercroisent toujours avec ceux d'aliénation, d'éloignement et d'isolement qui rythment la vitesse et la transparence excessive des systèmes, de l'hyperprésence technique.

Dans le vide démocratique, fasciné par les crimes de sang et le voyeurisme médiatique et citoyen, ce qui se joue encore, entre violence et représentation, c'est la condition de l'homme moderne, celle d'homme-jetable, sans-histoire, toujours confronté à la victimologie purificatrice et sacrificielle du corps social.

Institutionnellement sont ainsi condamnés depuis un demi-siècle trois formes de racisme : le racisme colonial (civilisés/barbares, supérieurs/inférieurs), l'antisémitisme et le préjugé de couleur (ségrégation, apartheid). Les juridictions acceptant après surveillance et expertise, comme motifs de punition, tant les conséquences subjectives, autonomes ou organisées des structures socio-économiques (division hiérarchique du travail) que des structures symboliques ou des systèmes de représentation projetées dans l'imaginaire (notamment sur les figures de l'Autre).

En ce sens, tous les États contemporains sont des États raciaux, élaborent des dispositifs racialistes, même si le racisme n'y est pas institutionnalisé comme fondement unique de la citoyenneté (comme dans l'Allemagne nazie, l'eugénisme scandinave, dans les États-Unis d'avant 68, en Afsud ou dans le Zimbabwe de Mugabé), ils comportent des conflits sociaux représentables en termes de différence raciales ou de leur pendant. Et ce sont bien des réactions au faciès, au volontarisme(green card) et à l'intégration (service civique, cérémonie d'arrivée en pref,), à l'utilité (bientôt un service carcéral national?) de n'importe quel individu qui s'incarnent dans les constantes références à la différence ethnique, à la condition migratoire ou de diaspora.

Mais c'est aussi tout simplement des interinfluences entres les pauvres qu'il s'agit (et de tous ceux qui à la rue, en cités, en squatts ou en suspens ne veulent pas mourir pauvre) de leurs luttes locales, quand tout est fait pour qu'au contraire ils se dressent entre eux.

Mais nous voulons insister ici surtout sur le fait que le racisme soit évalué par des positions complètement contradictoires quant à sa place, ses origines et son sens, ce qui entraine des conséquences d'abord politiques.

En gros, les positions conservatrices veulent voir dans le racisme un phénomène du passé, à l'importance déclinante, ou qui déclinerait naturellement s'il n'était revigoré artificiellement par les stratégies contre-productives et les effets pervers de définitions et de mesures institutionnelles (*affirmative action* aux États-Unis, discrimination positive ou loi pour l'égalité des chances ailleurs.)

Les positions de gauche n'hésitent pas, elles, à affirmer que les différences professionnelles, de générations, de sexes, tendent aujourd'hui à jouer dans la conflictualité sociale et les guerres civiles, le rôle qu'y jouaient hier les différences raciales dans un contexte marqué par la colonisation et l'esclavage.

Tantôt ils se présentent comme les défenseurs d'un universalisme républicain qui redoute de voir la défense des minorités et des groupes opprimés dégénérer en revendications communautaires, tantôt ils cherchent à élaborer une politique d'émancipation post-coloniale, post-moderne, qui permettrait de passer du discours-récit de la race et du racisme à celui des identités multiples, nomades ou diasporiques qui subvertissent les conceptions traditionellles et eurocentriques de la communauté.

Ces positions confirment certes le caractère conflictuel de la sémantique du racisme, et le fait que ses développements actuels reposent sur un déplacement des cibles, des intentions, des discours (bien qu'en réalité il se tienne dans les limites générales d'un paradigme d'exclusion de l'autre, social aussi bien que symbolique). On entend ainsi depuis plusieurs années, derrière les péroraisons sur la fin de l'histoire, la fin du racisme, se développer un mode de racisme culturel, différentialiste, voire de racisme sans races. Ainsi la tension s'est elle aussi concentrée sur les effets pervers de politiques et de discours anti-racistes, prônant la diversité culturelle ou le multiculturalisme (ce qui constitue une fausse bonne idée) et qui laissent échapper ou euphémisent les formes non biologiques ou non hiérarchiques du discours raciste, fondées sur l'essentialisation de la différence culturelle (rapports Noirs-Antillais, vengeance des pères, racisme anti-blanc).



Parallèlement, alors que des con its ethno-religieux situés tant au Nord (Yougoslavie, Tchétchénie) qu'au Sud (Darfour, Nigéria, Inde-Pakistan, Cachemire) voire interpénétrés (Congo, Rwanda, Afghanistan) engendraient exterminations sur exterminations ou projetaient dans le monde des fantasmes de conspiration, de complot et de choc des civilisations (Israël-Palestine), on voyait se répandre l'idée que le racisme en tant que tel est un phénomène permanent, dont le retour périodique traduirait l'incapacité des sociétés à progresser du point de vue de la civilisation ou leur dépendance insurmontable à des structures archaïques de la mentalité collective.

Car le racisme est avant tout un objet politique où les aspects de théorie et de combat sont inextricablement mêlés et recoupent d'autres phénomènes de nationalisme, d'impérialisme, d'intégrisme.Et ses modalités d'application et d'utilisation publique entraîne immédiatement des effets en chaîne. On pense ici aux expulsions en série à Paris et ailleurs après les incendies de l'été 2005, ou au maire fasciste d'Elsiheim en Alsace allant lui-même mettre le feu à un campement gitan dont il avait ordonné l'expulsion.

Mais nous voulons encore indiquer combien la catégorie de racisme coïncide avec l'idée même d'humanité. Ce principe d'unité indivisible de l'espèce, qui est en réalité le fondement humaniste de l'universalisme (par opposition à ses fondements scientifiques ou religieux), les pouvoirs et institutions l'ont posé comme un impératif catégorique : toute division de l'espèce humaine en groupes distincts, essentiellements différents (culturellement ou biologiquement) est à la fois impossible et innaceptable.

Trois types de conséquences en découlent : celles sur le savoir sur l'homme, celles qui caractérisent le surgissement de résistance au paradigme dominant humaniste et celles qui impliquent la transformation de ce paradigme en un autre, devenu racisme culturel ou sans races. L'humanité comme telle (non plus seulement fondée sur une biologie des races humaines mais sur un culturalisme offensif) n'est plus alors cette espèce dont le développement est commandé par les différences de classes, castes et races, mais cette espèce composée d'individus et de groupes capables de développer le racisme, de construire des mythes racistes, (illusions xénophobes et hétéronomes) sous l'effet d'une illusion transcendantale, ou en conséquence de son organisation en cultures, sociétés et communautés séparées par des rapports de domination objectifs.

Mais c'est bien l'ambivalence de la pratique, oscillant entre une identification auto-référentielle (au nationalisme, à la hiérarchie) et un usage extrinsèque et polémique (où des peuples et individus sont caractérisés comme plus racistes que d'autres) qui reproduit en miroir la logique de stigmatisation qui est simultanément présentée comme son aspect central.



Le tournant décisif est constitué par la définition d'un mythe ou préjugé qui en tant que tel affecterait universellement l'humanité et qu'il faudrait éliminer au moyen d'une politique des droits de l'homme, dont le cœur est la réfutation par des arguments scientifiques des principes et attitudes selon lesquelles les inégalités et les rapports de classe renvoient à des différences de races au sein de l'humanité.

Institutions et États ont fondé leur autorité, rétrospective, et leur légitimité, prétendue, sur le pouvoir disciplinaire des sciences (psychiatrie, biologie, sociologie, anthropologie...) tout en se retournant toujours vers elles pour mettre en cause leurs présupposés et pour les pousser à se réformer de façon à jouer un rôle actif dans le développement d'une politique des droits de l'homme.

Pouvoir et savoir se renforcent ainsi de manière circulaire et continuelle, et les usages présents et à venir du racisme ne peuvent s'extraire de ce cercle.

Mais cette volonté étatique d'étendre toujours plus l'aclassisme en tentant d'y développer des structures, tout en en maîtrisant les réactions vient encore se heurter au vide du mode démocrate de gestion du capital. Les États raciaux sont ainsi engagés dans des entreprises politiques, culturelles et juridiques de rétablissement de l'égalité, d'extension et de diffusion de la chance, au moins formelles. Alors même que ce qui se joue, derrière la vieille question de la plus-value (et la récente et irréversible inversion des rapports de force au sein du capital : Asie notamment)ce sont l'orchestration de la production et de sa tarification et les stratégies énergétiques et commerciales qui opèrent dans les sociétés de contrôle (plus encore que disciplinaires). En corollaire, on assiste et on les subit aussi les sempiternelles stigmatisations du complot, du fanatisme, de la mauvaise volonté ou éducation, de la peur-terreur, qui renforcent l'omnipotence de la sécurité et son externalisation (sa privatisation rampante et fulgurante sur des modèles comme Haïti), ainsi que la gestion de la satiété et de la misère, la diffusion de la profusion.

fl ous autres serons toujours de ceux qui, avec rage, contribueront inlassablement à contaminer et à

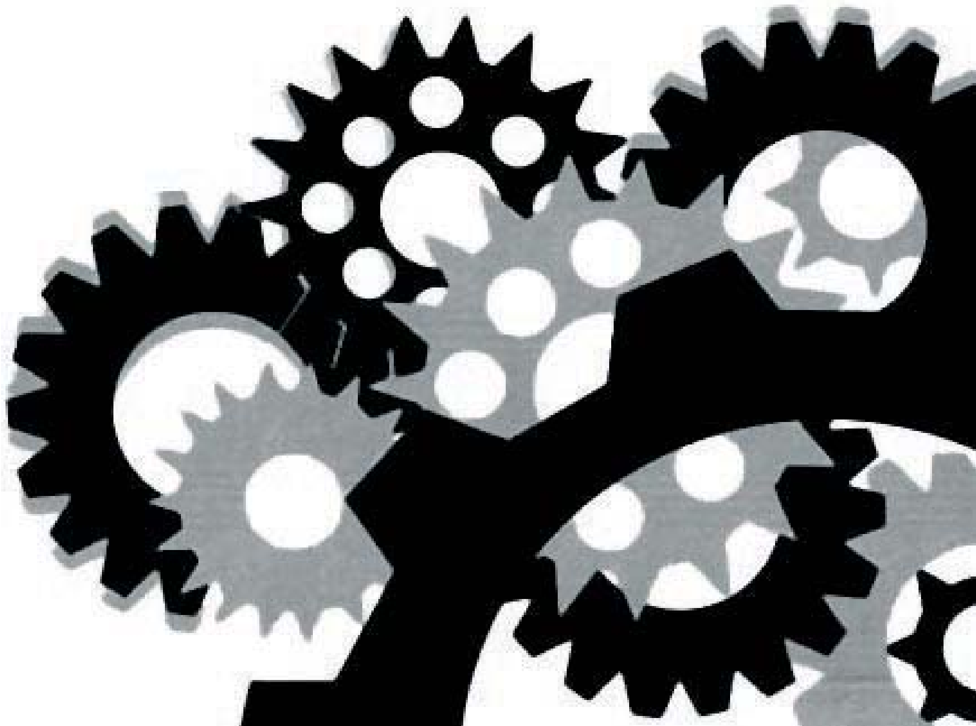
réaliser les désirs de vengeance et de réappropriation qu'elles engendrent (communisme et barbarie!!).
Le paradigme anthropologique s'épuise à expliquer structurellement le développement du racisme pour en approcher la cause et décrire à partir de là une transgression radicale de l'impératif humain, alors que c'est exactement l'inverse qu'il faudrait viser à partir de la destruction même du lien d'humanité et de nos expériences-limites (dans la violence, la mort, la sexualité), par les ripostes incessantes à l'inhumanité (pas d'idéal, pas de programme!) vécue au jour le jour sous le joug des potentiels exterministes inhérents aux cultures et sociétés racistes.
Nous autres serons toujours des internationalistes. Quand on analyse aujourd'hui le retour des nationalismes , ce sont bien des racismes d'États qu'ils soient d'essence socio-économique (classe), biologique (race), de genre (sexe) ou culturel (langue, religion) qui réapparaissent. Et là se joue la question de la perception des échelles identitaires et corporelles opérées par un choix stratégique des sujets dans un repérage « basiste » voire « civiliste ». Et elle se joue dans le panoptique acentré de l'ubiquité d'une définition corporelle de l'autre.
Les stratégies racistes, nazies ou coloniales illustrent ce passage à l'échelle micro de la proximité des corps et la contribution de ce facteur spécifique, le racisme, à la barbarisation inévitable des représentations. . Mille choses restent à faire , chacune, chacun à sa manière. C'est l'impératif d'intersectionnalité qui importe par-delà le travail de précision et les détails nécessaires de nos luttes et de nos échecs. La maison n 'accepte pas les bakchichs.





Quelques pistes de lectures :

- Frantz Fanon : les Damnés de la terre /Peaux noires, masques blancs
- Ruth Benedict : Racism
- Louis Dumont : Homo hierarchichus / Homo aequalis
- Jared Diamond : De l'inégalité parmi les sociétés
- Franz Neumann : Béhémoth
- Foucault : Dits et ecrits, Il faut défendre la société
- Balibar et Wallerstein : Races, nations, classes
- Daniel Maximin : L'isolé-soleil
- Debord : le Déclin de la société spectaculaire-marchande
- Abdul Kader El Janabi : Horizon vertical
- Nacira Guénif-Soulaimas : La République mise à nu par son immigration
- Charles Malamoud : Cuire le monde






À toutes celles et ceux
qui ne croient pas aux miracles ni que le capital soit réformable.
Qui ne veulent ni maîtres ni esclaves.
Qui en ont marre de ne rien faire, de se taire, de se laisser faire.
À toutes celles et ceux qui veulent sortir
du Labyrinthe de la survie
Celles et ceux qui n’ont plus d’envie.
Qui en ont marre de tourner en rond, de courir après le pognon
Qui ne veulent pas se rendre ni se vendre
À toutes celles et ceux
qui pensent être assez intelligent pour qu’il n’y ait personne
qui puisse leur dicter leur façon de vivre et de mourir
Qui ne veulent pas dépenser l’oseille mais la cramer
Qui veulent voir des bûchers d’billets
où brûleront les flics et les banquiers
À toutes celles et ceux qui ne croient pas en Dieu
ni aux superstitions ni aux institutions
Qui ne veulent pas finir prolo qui ne veulent pas d’part du gâteau
Qui préfèrent cramer les drapeaux
Qui crachent dans la soupe qui n’en ont rien à foutre
À toutes celles et ceux
qui pensent qu’ils n’ont rien à perdre et tout à gagner
Qui veulent cramer cette société, plomber les poulets
Celles et ceux qui ne veulent plus péter les plombs
Qui veulent égorger des matons
À toutes celles et ceux qui en ont marre de geindre, de craindre
Qui veulent vaincre et s’organiser pour tout brûler.
À toutes celles et ceux qui sont prêts à mourir
pour se donner une chance de vivre
Qui ne veulent plus subir, ne plus être des victimes
À celles et ceux qui veulent sortir du désespoir et du dérisoire
Enfin à toutes celles et ceux
qui veulent passer de l’autre côté du miroir.







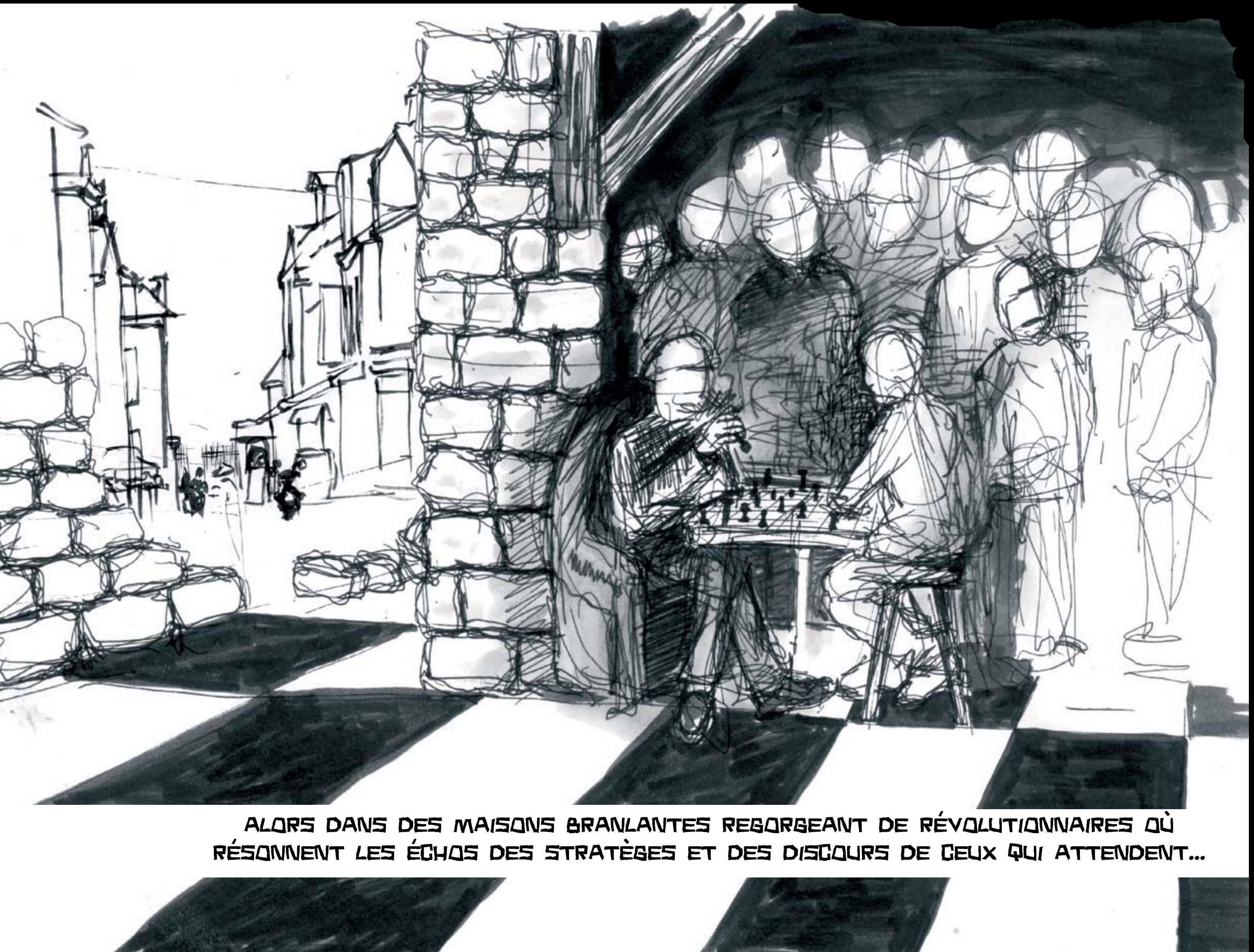
QUAND LA VIEILLESSE S'ABATTIT SUR LE MONDE ET QUE
L'ÉTONNEMENT DISPARUT DE L'ESPRIT DES HOMMES



QUAND LES CITÉS ÉRIGÈRENT DANS LES CIEUX ENFUMÉS DE HAUTES TOURS
SINISTRES À L'OMBRE DESQUELLES IL N'ÉTAIT PLUS POSSIBLE DE RÊVER

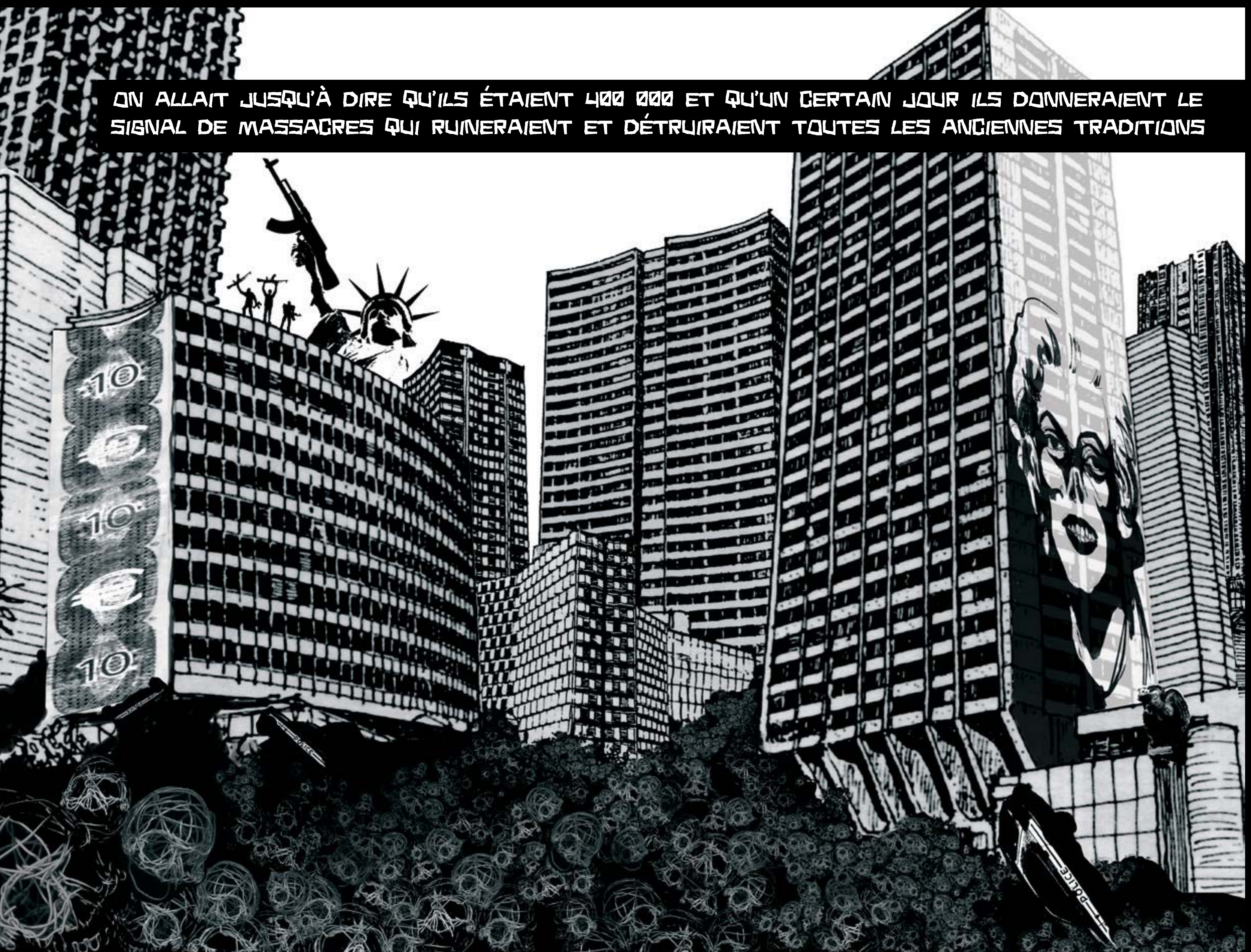


ET QUE LES DÉSIRS S'EFFACÈRENT À TOUT JAMAIS DES MÉMOIRES


ALORS DANS DES MAISONS BRANLANTES REGORGEANT DE RÉVOLUTIONNAIRES OÙ
RÉSONNENT LES ÉCHOS DES STRATÈGES ET DES DISCOURS DE CEUX QUI ATTENDENT...


... LE JOUR OÙ ENFIN PARLERONT LE SANG, LE FEU ET LES ARMES.


LA RUMEUR PUBLIQUE PRÉTENDAIT QUE CES MAISONS
ABRITAIENT DE VASTES BANDES DE TERRORISTES


ON ALLAIT JUSQU'À DIRE QU'ILS ÉTAIENT 400 000 ET QU'UN CERTAIN JOUR ILS DONNERAIENT LE
SIGNAL DE MASSACRES QUI RUINERAIENT ET DÉTRUIRAIENT TOUTES LES ANCIENNES TRADITIONS



QUE D'UN SEUL APPEL, DES MILLIERS SORTIRAIENT DES TAUDIS DE MILLIERS DE CITÉS, BRÛLANT, MASSACRANT ET SACAGEANT TOUT SUR LEUR PASSAGE


JUSQU'À CE QUE LES TRACES DU LABEUR DU VIEUX MONDE AIENT COMPLÈTEMENT DISPARU



LA FIN DES ILLUSIONS ?

Quelques pistes pour l'analyse des luttes récentes



« Tout le monde sait que l'on vivra avec moins de garanties, moins d'acquis, moins de bonheur que les générations précédentes. » José Manuel Barroso (président de la Commission européenne) 25 mars 2005

Restructuration sans fin

La loi sur l'égalité des chances n'a été qu'une énième étape dans la réorganisation du marché du travail et plus généralement dans la restructuration du mode de production. Celui-ci est entré « en crise » au milieu des années 70 du fait de l'essoufflement du modèle fordiste (travail à la chaîne, production et consommation de masse, welfare state). L'organisation scientifique du travail (OST), inaugurée par Taylor et clé de voûte du fordisme, n'offrait plus de gains de productivité suffisants et était contestée à travers toute l'Europe dans les luttes radicales des ouvriers spécialisés[1]. La première solution pour dépasser l'OST a semblé être la robotisation de la production, mais celle-ci a généré de trop grands coûts. On en est donc revenu au travail vivant. Ainsi, dans l'organisation des entreprises c'est le modèle «toyotiste» qui s'est imposé : production à flux tendu (sans stocks), travail en groupes (qui donne plus d'autonomie aux agents), firmes en réseaux (on déconcentre la production en sous-traitant).

Les nouvelles politiques managériales se sont axées autour d'une individualisation au maximum des salariés : chacun devant désormais, entre autres, « gérer son capital de compétences ». Et pour réduire au mieux les coûts du travail, grâce à la pression du chômage, on a précarisé à tous les niveaux. Désormais beaucoup d'entreprises fonctionnent sur un schéma cœur/périphérie. Au cœur se trouvent les salariés en CDI et à la périphérie les intérimaires, stagiaires, etc. Ce qui permet tout à la fois de mettre la pression sur ceux qui ont la garantie de l'emploi et de faire miroiter cette dernière a ceux qui sont en périphérie. De même le flux tendu, l'individualisation et le travail en petits groupes et par projets permettent une mobilisation totale des salariés. Dans tout ce processus le rôle de l'Etat est essentiel puisque c'est lui qui alimente les entreprises en créant constamment de nouveaux contrats précaires et en orchestrant la « fléxibilisation » comme ce fut le cas avec l'introduction de l'annualisation des horaires de travail lors de la mise en œuvre des 35 heures.

L'émergence d'une nouvelle division mondiale du travail[2] est venue compliquer les choses. Mais elle a conduit à une rationalisation de longue haleine par le biais d'une intégration dans des blocs continentaux (U.E., ALENA, C.E.I., etc.). L'« harmonisation » induite par la construction européenne a ainsi permis de commencer à en finir avec l'Etat social issu de l'après-guerre.

Toutes ces réorganisations ne portent pourtant pas leurs fruits : on est encore dans une phase de transition de la division mondiale du travail et de la formation du bloc européen, la financiérisation toujours plus accrue de l'économie et la prédation qui est son corollaire oblige les entreprises à pressuriser encore plus les coûts et elles ne créent donc pas d'emplois, les gains de productivité restent insuffisants, la dépendance au pétrole venant grever l'ensemble, etc. . . La restructuration n'est donc toujours pas finie[3].

L'accumulation des turbulences et des problèmes non résolus (Comme par exemple celui de l'intégration dans le marché du travail des lascars en France, ou des jeunes turcs en Allemagne) a conduit au durcissement du dernier cours de cette restructuration. L'offensive sécuritaire et l'émergence de l'état pénal (cf. Loick Wacquant), le retour en force des pratiques disciplinaires dans le travail et dans la gestion du chômage (RMA, jobs a 1 euro de l'heure en Allemagne), les attaques contre le «droit de grève» montrent que le capital, dans sa stagnation affolée, est obligé de raccourcir la carotte et d'allonger le bâton.

Mais les illusions sur un éventuel « retour en arrière » vers les anciens compromis sociaux[4] se délitant, ce nouveau cours a rencontré une opposition radicale dans de nombreuses luttes, dont celle contre le CPE ne fut qu'une étape.

Radicalisation des luttes

Sur le terrain du travail, les luttes n'ont pas toujours été défensives (en cas de plan social ou de fermeture d'usine) et elles ont été caractérisées par des modes d'action radicaux. Ainsi il y a eu ces dernières années de nombreuses grèves dures : (À la Fiat Melfi en 2004, chez les enseignants en 2003 en France ou à l'usine PSA d'Aulnay-sous-bois en mars 2005), de grandes grèves sauvages (chez les traminots et chauffeurs de bus italiens en 2004, à la Poste et à l'aéroport d'Heathrow en Angleterre en 2003 et même chez Opel en Allemagne en octobre 2004) et le retour de divers types d'actions directes (à la SNCM, l'attaque du Parlement européen par les dockers fin 2005, dans les luttes sur les chantiers navals en Espagne[5]



entre autres). Pour une bonne partie de ces luttes il s'agissait d'empêcher une énième réorganisation du travail visant à augmenter la productivité sans contre-partie salariale et de répondre au durcissement constant des pratiques disciplinaires.

Les luttes, elles aussi radicalisées (émeutes, blocages) des lycéens et étudiants ne peuvent bien sur pas se distinguer, si ce n'est artificiellement, de ces mouvements puisqu'elles s'opposaient à la restructuration en amont (c'est à dire la façon dont laquelle ils allaient être bouffés sur le marché du travail). Les émeutes de novembre, au-delà des particularités dans lesquelles on veut les enfermer, participent du même cours : Sarkozy, comme apôtre de l'état pénal incarne justement, en France, le durcissement de la restructuration. Le soulèvement était une réponse directe à son intention affichée de mettre tout le monde au pas. L'offensive sécuritaire, en tant qu'opération de pacification totale, a donc en parti échouée. De même l'éteignoir de la menace du chômage s'est sensiblement émoussé, notamment chez les jeunes.

Et de surcroît la vulnérabilité du système de flux tendu apparaît de plus en plus, la généralisation des pratiques de blocage (Comme dernièrement le blocage de l'approvisionnement en caoutchouc à l'usine Michelin de Roanne) indique que beaucoup de monde l'a compris[6]. Bien sur, il n'y a pas eu de rupture nette avec l'encadrement syndical ou politique, ce qui donc a tendance à le revitaliser. De même, l'ultra formalisme des A.G étudiantes a été une arme à double tranchant contre les gauchistes puisqu'elle permettait d'éloigner le spectre de la manipulation aux prix d'une paralysie progressive du dialogue et de la prise de décision (on vote pour un oui ou pour un non). La limite principale restant, pour l'instant, en France, la séparation avec les lascars, bien orchestrée par les médias quoique cette fois ils n'aient pas réussi à mobiliser contre les « casseurs », au contraire...

Il semble en tout cas qu'on en vienne à un qualitatif de la désillusion. Déjà en 96, dans Remarques sur la paralysie de décembre 95, l'Encyclopédie des Nuisances constatait: « Une chose était désormais claire pour tout le monde : Qu'il n'y aurait pas de « sortie de crise » ; Que la crise économique, la

dépression, le chômage, la précarité de tout, etc., étaient devenus le mode de fonctionnement même de l'économie planétarisée ; que ce serait de plus en plus comme cela; qu'il n'y avait pas le choix que de s'y adapter et d'abord en s'y résignant. » Et un peu plus loin : « Ainsi tout continuait, quoique rien ne fût plus comme avant; c'était encore plus comme avant, car il y avait en moins l'illusion d'un après. » (P11)
S'il y a une continuité entre la défaite de décembre 95 et les divers mouvements récents c'est probablement autour de cette lucidité qu'elle se tisse, la résignation en moins. Le retour de la violence indique le sentiment encore confus qu' il n'y a plus grand chose à négocier. De fait, on se demande de quel progressisme le capitalisme pourrait encore se gargariser. La mise en place de l'état d'exception, l'accroissement des rivalités inter-impérialistes et du désordre dans les périphéries, l'évolution oligopoliste, oligarchique du capital, l'accélération des bricolages « à ciel ouvert» des chercheurs, l'échec de toutes les tentatives de régulation et le début du « grand jeu » autour du désastre (cf. Passage du Nord-ouest) sont autant de stigmates des premières convulsions d'une pétrification de ce monde. Le but du capital est bien sûr d'étendre cette pétrification à toutes les populations : La corrélation entre offensive sécuritaire et préparation à la catastrophe est tout sauf fortuite.
Mais Méduse est mortelle et on sait que « renoncer à toute illusion sur son état » peut mener « à renoncer à un état qui a besoin d'illusions. ». Et, sans optimisme excessif, c'est plutôt vers cette forme de renoncement qu'on s'achemine. (À suivre)

[1] L'atelier et le chronomètre de Benjamin Coriat (Christian bourgeois éditeur) est une bonne synthèse sur le sujet.
[2] Avec notamment le transfert de certaines activités industrielles vers la Chine et d'une partie des services vers l'Inde.
[3] La question de la restructuration et de son inachèvement n''est évidemment traitée que succinctement et partiellement ici. pour une analyse contestable mais stimulante sur ce sujet, lire la brochure *Il va falloir attendre* de Trop loin : http://troptain0.free.fr
[4] Sur lesquelles les alter-capitalistes citoyens avaient fondé leur politique. Cf. « La civilisation du service Public »
[5] On trouve des analyses détaillées de ces luttes dans les numéros 107 à 113 du bulletin Echanges (BP241 75866 Paris cedex 18)
[6] Nous traiterons de ce sujet dans le texte « Flux tendus » à paraître dans le prochain numéro.



LÉGITIMITÉ ? NIQUE TON MAIRE !

Novembre 2005 :
ça crame dans toute la France.

Écoles, centres commerciaux, comicos, A.N.P.E.s, banques, mairies, bagnoles, la liste est longue parmis les symboles du kapital et des institutions qui partent en fumée. Enfin, ça tremble chez le bourgeois. Pas beaucoup, certes, mais c'est toujours ça de pris! En ce joli mois de novembre, toute la jeunesse d'une classe sociale (ou presque) est en train de prendre conscience de sa force. Elle a la rage, elle n'a pas peur de s'en prendre à l'État et aux flics, et surtout, elle semble avoir la ferme intention de tout faire péter dans c'monde de merde!
Très vite, le feu s'éteint dans les médias. Silence radio sur France info. Forcément, dans les chaumières, la tension redescend, instrumentalisés que nous sommes par le spectacle de l'information. C'est ce moment crucial qu'attendait l'extrême gauche radicale pour faire son entrée en scène... Radicalement dépassés par les événements, les anarcho-marxistes, et autres révolutionnaires de salon, communisent leurs théories sur ce mouvement où ils n'ont brillé que par leur absence. Plutôt que de s'interroger sur les causes qui les ont poussé à ne rien faire (ou si peu...), plutôt que de s'avouer la décomposition de ce milieu auquel ils semblent si fiers d'appartenir, plutôt que d'identifier les signes d'une soumission à l'autorité qui nous concerne tous, il préfèrent statuer sur la légitimité de cette insurrection.
Comme si, dans un contexte insurrectionnel, il était opportun déjouer les spécialistes de la question politique, en passant à côté de l'essentiel des choses...
Précisément, l'insurrection se passe de légitimité.. Bien plus, elle se définit par ce refus. N'oublions pas que, quand on parle de légitimité, il s'agit de :
«1 - ce qui est consacré, reconnu, admis par la loi.
2 - ce qui est fondé en raison, en droit et en justice. » *DÉFINITION DE L'ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE*
Autrement dit, la légitimité, c'est le système normatif auquel une action doit correspondre pour avoir du sens, ou, si son auteur veut être reconnu par la société. Ce système normatif, il est indispensable de le penser en relation à une organisation du monde qui le produit. Les normes et les conditions d'accès à la légitimité sont donc celles définies par un système. Ce système, c'est un pouvoir qui le met en place, à travers sa propre représentation mythifiée, inscrite comme idéal, quelque part dans les tréfonds de nos cerveaux conditionnés. En bref, la sphère de la légitimité, c'est la sphère





du pouvoir, qui assure sa pérennité en travaillant les références de l'opinion publique. La véritable question que l'on pose, lorsque l'on s'interroge sur la légitimité d'un fait, c'est celle de savoir si ce fait pourra, ou non, être reconnu et accepté par la majorité sociale.
Souvent, on oppose la légitimité à la légalité. La légitimité est alors cette notion à laquelle on se réfère pour exercer un contre pouvoir face à la loi. En réalité, cette référence reste le témoignage d'une soumission à l'autorité. Les critères requis pour accéder à la sphère de la légitimité sont les normes éthiques et politiques élaborées par le pouvoir. Revendiquer un accès à la légitimité, c'est se soumettre à ces normes, c'est adhérer à l'ordre moral de la société, en se déclarant conforme aux principes qui lui sont constitutifs. Quand les étudiants anti-C.P.E. condamnent les « casseurs » qui « nuisent à la légitimité de leur mouvement », ils formulent implicitement leur adhésion à une société, dont ils seront les futurs garants de l'ordre. Ce qu'ils espèrent obtenir, en mendiant cette légitimité *via* les médias, c'est la reconnaissance du pouvoir à travers celle de l'opinion publique. Leur légitimité est la preuve de leur soumission aux principes normatifs du réel dont ils ne proposent qu'une reformulation...



La « révolte légitime » n'entend pas saboter les fondations du monde. La « révolte légitime »en propose seulement une redéfinition fondée sur le mythe d'une justice plus « juste » et d'un État plus « humain ».La « révolte légitime » est celle des bons élèves de la société, qui prétendent, eux aussi, à une part du pouvoir décisionnel. La légitimité; c'est ce qui leur donne le droit, aux yeux de l'opinion publique, d'hériter de ce pouvoir. L'ordre du monde, toujours plus répressif, n'est jamais fondamentalement remis en question...
Ceux qui s'insurgent véritablement, ceux qui entrent en guerre contre ce monde, n'en n'ont rien à foutre de la question de la légitimité !
On attend pas la caution d'un système qu'on aspire qu'à détruire...
La rage n'a pas besoin de légitimité. Elle est.
Dès lors que cette rage se traduit en actes, dès lors qu'elle s'organise en puissance destructrice de sa cause, dès lors que la guerre est déclarée ouverte, on ne doit en attendre aucune reconnaissance de ce monde. Dans un contexte insurrectionnel, la question de la légitimité n'a définitivement pas sa place.
La guerre contre ce monde n'a pas besoin de légitimité.
La guerre contre ce monde n'a pas à fournir d'explication sur ses raisons. D'ailleurs, toutes les raisons sont bonnes pour s'opposer à ce monde.
En laissant derrière nous la légitimité, ce que l'on perd en soumission, nous le gagnons en puissance d'auto-détermination...

NOTRE RAGE
CONTRE CE MONDE
N'EST PAS NÉGOCIABLE !!!

POUR CEUX KI SAVENT... PAS.

[Pour ceux qu'occupent et ki détournent Pour les voyeurs masqués et pour leurs pauvres]

CAMARADES BOURGEOIS, CHOISI TON CAMP!

L'insurrectionnalisme anti-français du sous-proletariat ou le bourgeoisisme "radical" des salopes gauchistes, autonomes, anarchistes - donneurs de leçons, robespierristes manqués... La grande peur arrive... La tête à Sarko au bout d'une pique.
15 ans ke j'attends Ça... k'on baisse les yeux, k'on a le dos ki se voute là, on se redresse, on a les épaules larges, on revit; t'as encore rien vu...
ON VA VOUS NIQUER VOS MÈRES! Nous, on s'est fait mettre à l'amende par les BACS et les GPSR, et là, c'est le retour du baton. Ça frémit, Ça se construit. c'est vous les nihilistes d'État, c'est nous la révolution. Arrêtez de donner de leçons de savoir-vivre, ou on va vous tuer. Vous prétendez à des positions politiques et vous commencez a en comprendre le prix [la violence]. Moi, je m'écarte de vous, ça pue trop la merde. Vous vous chiez dessus, et la gastro, c'est contagieux! Les "tourments de vos âmes", c'est de la merde en barre, de la merde de bourges.
T'as peur; vas te cacher!
T'es désespéré; vas te suicider!
Tu comprends pas ce ki se passe ; lis "Le Parisien",
NOUS, on déboule, et on est plein. Ça frémit depuis six mois, ça se conscientise, comme vous dites, mais sans vous, et aussi contre vous. La conscience de classe, quinze ans ke j'attends ça. On veut tout niquer. Bourgeois, fais pas ton reluk de pute, enlève ton foulard, on t'as grillé, sale nihiliste bourgeois de merde. On a la dalle, et on le fait savoir. Pour dix tombent, y'en a mille ki passent.
On va passer, HOURRAH!!! Vive la révolution anti-française. Mort aux bourges! Ça veut dire ce ke ça veut dire. Tu comprends toujours pas !? Va y réfléchir à la campagne, ça va peut-être être chaud ici. Ça va, t'as le temps, la police te protège encore.

CHOISI TON CAMP BATS TOI! Vive la guerre civile. T'as vu, ça fait peur et mal la violence. Ah! Ah! Ah! Plus on est de fous, plus on rit... Et on va brûler l'asile.

LUTTE À MORT. LONGUE VIEAUX COMBATTANTS. VENGEANCE DE CLASSE!!!



POUR TUER L'ARGENT, BRÛLONS TOUS LES DIPLÔMES !

Le soulèvement de novembre 2005 a été un soulèvement contre l'exploitation et l'humiliation subies par plusieurs générations de prolétaires. La critique en acte des inégalités sociales a été menée par les fractions les plus fragilisées de la société de classes contre le désir de cette société de se perpétuer dans le mensonge de l'égalitarisme républicain. Dorénavant, le CPE consacre officiellement la dévalorisation marchande des études et des diplômes et remet en cause les vieilles bases de l'inégalité et de l'exploitation sociales pour les radicaliser.

Aujourd'hui, défendre la valeur des diplômes, c'est défendre la logique d'un contrat social et d'une société qui nous a menés tout droit au CPE. Il n'y aura donc pas de retour à des formes antérieures et masquées de l'exploitation, l'exploitation marchande doit se poursuivre dans des formes collectives toujours plus visibles.

Ici et là, une certaine candeur veut encore croire à l'avenir possible d'une société humaine reposant sur l'élimination systématique des pauvres. Mais aucun gouvernement de droite ou de gauche, ni aucun projet de réforme sociale de l'économie, n'ont pu et ne pourront mettre fin à la physique des inégalités réelles subies chaque jour par des millions d'individus isolés. S'attacher à défendre un système basé sur là sélection sociale au nom de règles soi-disant équitables et scientifiques, c'est accepter un monde divisé en perdants et en gagnants.

La seule arithmétique qui opère en ce monde c'est la régulation de tout échange humain sous le règne de l'argent. L'argent dirige toutes les possibilités, toute élaboration de l'existence. Aucun marchandage des diplômes ne nous préservera du nivellement généralisé de la vie à son équation marchande. Contre cela, la seule égalité qui vaille c'est le refus organisé des institutions de reproduction du patrimoine et de la propriété privée dont l'Université est un des maillons. La mixité sociale entre les classes au détriment des pauvres n'est que la continuation de l'égalitarisme républicain sous d'autres formes.

Vouloir un autre monde possible avec la conservation des chances d'accéder à un statut économique confortable condamne le plus grand nombre d'entre nous à la misère capitaliste. Car, dans la société marchande, il n'y a pas de satisfaction économique sans sacrifices humains. Un mouvement qui se limiterait au seul retrait d'un projet de sélection sociale radicalisé comme le CPE serait le maintien du mythe de l'humanisme marchand.

Le mouvement contre la sélection sociale doit maintenant partir de toutes les sphères de la société s'il ne veut pas mourir. Chômeurs, travailleurs, pauvres, immigrés, non-diplômés, étudiants ont un seul et même ennemi à abattre : la démocratie des exploiteurs marchands.

Des esclaves sans diplômes solidaires des esclaves diplômés.



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIPLÔME
DU BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Vu le procès-verbal de l'examen du baccalauréat général établi le 11 Juillet 400 000
par le président du jury, enseignant-chercheur,
Le diplôme du baccalauréat général
en ECONOMIQUE ET SOCIALE
est conféré à MONSIEUR
né(e) le 1er janvier 400 000 à Paname
pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés.

Pour expédition conforme :
Le Directeur du Service interacadémiq

Fait à , le 11 Septembre 400 000



ture du titulaire :

Le recteur de l'académie d
Signé :

N° 400 000



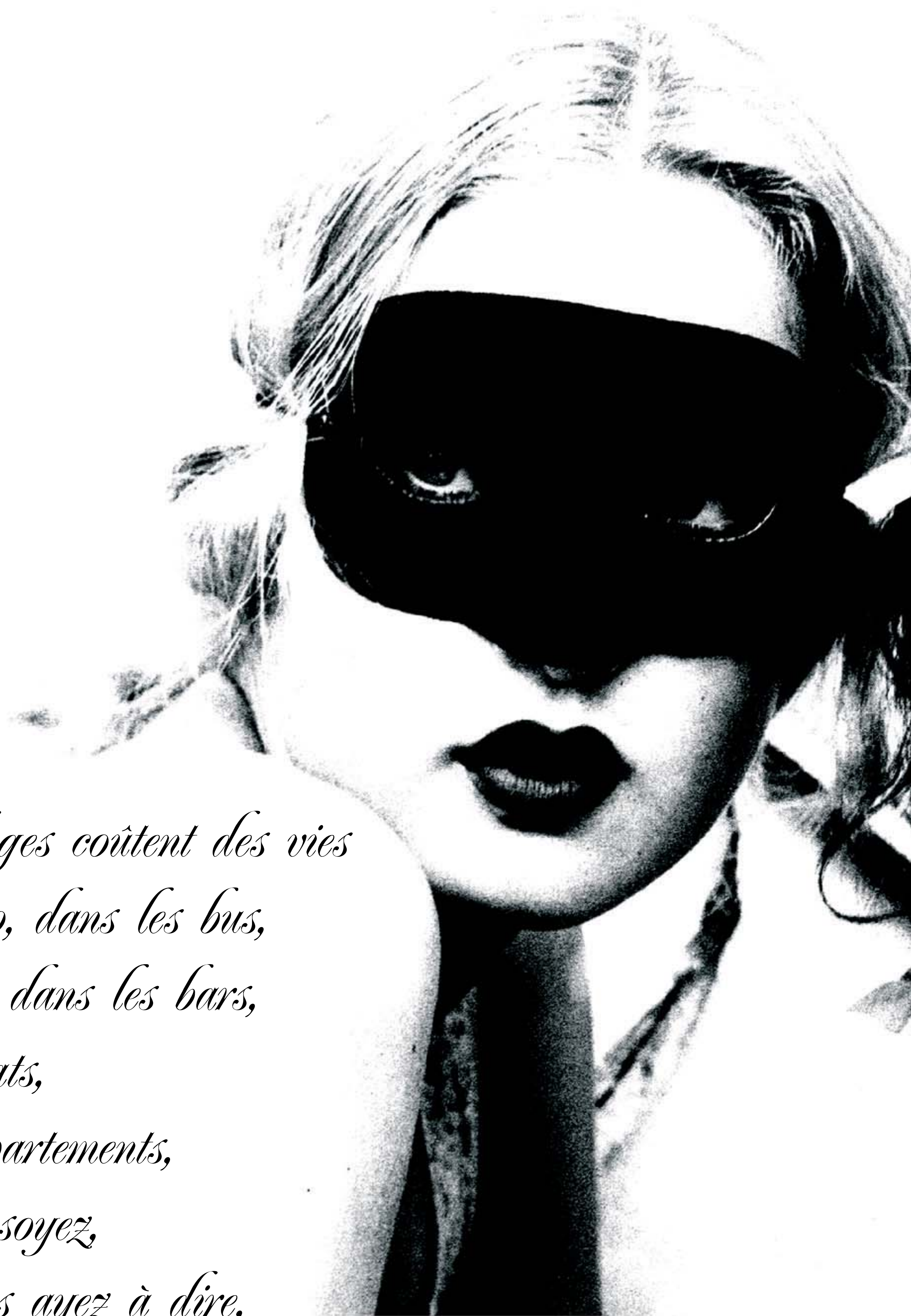
REMERCIEMENTS :

Aux novembristes de 2005,
Aux bureaux de l'antimonde :
Berlin, Togo, Burkina-Faso, Paris, Montreuil,
À l'antifrance,
À l'armée des 400 000,
Aux Katangais de l'EHESS,
À tous les voleurs et les vandales,
À tous les casseurs,
À tous les tueurs de flics,
Aux pédés,
Aux gouines,
Aux travelos,
À tous les weirdos,
Aux braqueurs,
Aux maoïstes népalais,
Karl Marx,
Charles Darwin,
À Richard Durn,
Frank Herbert,
À Gw'n Ktulu
Walter Benjamin,
John Brown,
François Besse,
Régis Schleicher,

Puissiez vous vivre pour voir l'aube.

Pour tout contact, envoi de textes, de menaces de mort, de lettres d'insultes, etc.
kurwaworld@yahoo.fr





Les bavardages coûtent des vies
dans le métro, dans les bus,
au téléphone, dans les bars,
dans les squats,
dans vos appartements,
où que vous soyez,
quoi que vous ayez à dire,
ne dîtes rien



ASYMÉTRIE

#2



COMMUNISME et BARBARIE

